

# NOUVEAU RECORD NATIONAL POUR LE BACCALAURÉAT

## 62,45% de taux de réussite

**Le ministère de l'Education nationale a annoncé, hier, un taux de réussite de 62% à l'examen du baccalauréat. Pour le département de Boubekur Benbouzid, ce nouveau record national est à mettre sur le compte des réformes engagées dans le secteur ces dernières années.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Les élèves de terminale qui ont eu la chance de se connecter au site de l'Office national des examens et concours (<http://insbac.onec.dz>) ont sûrement sauté de joie. Il faut dire que la nouvelle fournée est exceptionnelle : 62,45% de réussite sur un total de 220 518 élèves inscrits. «Ce taux constitue le meilleur résultat enregistré au baccalauréat depuis l'indépendance et de surcroît sans aucun rachat», précise le département de Boubekur Benbouzid dans un communiqué de presse. «Cette amélioration de la performance du

rendement interne de l'institution éducative tire son essence des actions engagées par le ministère de l'Education nationale dans le cadre des réformes. Ces résultats exceptionnels sont le fruit d'une nouvelle culture impulsée dans le sillage des réformes. Une culture de compétition et de recherche de l'excellence, semée à travers les wilayas, les établissements scolaires, les encadreurs, les enseignants et les élèves eux-mêmes», lit-on encore dans ce communiqué du ministère de l'Education nationale. Ainsi, pour la troisième année consécutive, des mentions

«excellent» ont été attribuées pour des moyennes se situant entre 18 et 20/20. Au total, 44% des élèves inscrits ont eu leur bac avec mention. Le classement est le suivant : 64 élèves ont obtenu la mention «excellent», 5 173 élèves ont décroché la mention «très bien» et 66 416 la mention «assez bien».

Pour ce qui est du classement par wilaya, Tizi-Ouzou se retrouve, une nouvelle fois encore, en pole position avec 80,42% de réussite, suivie de Mascara (79,24%), Alger (78,01%), Boumerdès (76,08%), Constantine (75,29%), Tipasa (74,24%) et, en septième position, El Bayadh (71,88%). Notons que c'est la quatrième fois consécutive que la wilaya de Tizi-Ouzou est classée première au niveau national.

T. H.



Photo : Samir Sid.

44% des élèves inscrits ont eu leur bac avec mention.

## DÉSIR DU MAROC DE SE RAPPROCHER AVEC L'ALGÉRIE

### La France applaudit

**Scrutant de près depuis toujours l'évolution de la relation algéro-marocaine, la France a réagi avec célérité, voire empressement enthousiaste au vœu exprimé par le roi Mohammed VI de «surmonter les obstacles avec l'Algérie». Hier, le porte-parole du Quai d'Orsay, Romain Nadal, a affirmé que la France se félicite et se réjouit de l'annonce du roi.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Dans son message au chef de l'Etat algérien, Abdelaziz Bouteflika, à l'occasion de la fête nationale de l'Indépendance, le roi du Maroc Mohamed VI a, rappelons-le, exprimé «sa ferme détermination à poursuivre l'action (...) pour surmonter les obstacles entre les deux pays». Un message qui ne semble pas avoir échappé à la «vigilance» diplomatique française qui, de suite, a réagi par déclarer toute sa réjouissance de cette volonté affichée par le Maroc de se rapprocher avec l'Algérie. «Nous nous réjouissons de cette annonce forte, visant au rapprochement entre l'Algérie et le Maroc, deux pays avec lesquels la France entretient des relations particulièrement étroites et denses», a affirmé hier le porte-parole du Quai d'Orsay, ajoutant que «la persistance de blocages dans cette relation bilatérale constitue un obstacle à la construction d'un Maghreb intégré et prospère, que nous appelons de nos vœux et qui représente un objectif d'autant plus important dans le contexte du printemps des peuples arabes.» Cela dit, il ne surprend guère que la France ait réagi de la sorte et avec autant d'empressement. Lors de sa dernière visite à Alger, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, s'était dit confiant en la construction d'une relation algéro-marocaine positive. «Il m'a été clairement indiqué que la question du Sahara occidental n'est pas de nature à nuire aux relations entre les deux pays.»

Alain Juppé, qui avait animé une conférence de presse conjointe avec Mourad Medelci, avait aussi jugé que les relations algéro-marocaines sont «dans une approche constructive et positive» et que son pays «ferait tout pour aller dans ce sens et instaurer un climat de confiance et d'amitié». Il est clair donc que la France aide à la construction de cette relation que le Maroc apparemment désire apaisée. Cependant, ce qui importe de situer, c'est la nature des obstacles que le roi du Maroc a affirmé être déterminé à surmonter. Faut-il comprendre que la monarchie voudrait revenir sur son attachement à son plan d'annexion du Sahara occidental en acceptant le règlement de la question à travers le référendum d'autodétermination réclamé par le Polisario et soutenu par plusieurs Etats dans le monde ? Une telle option paraît invraisemblable dans l'immédiat.

S. A. I.

## LA FORMATION PROFESSIONNELLE PRÉPARE SES ASSISES

### Rendez-vous en avril 2012

**Le secteur de la formation professionnelle continue de faire son auto-évaluation et commence déjà les préparatifs de ses prochaines assises nationales prévues les 8, 9 et 10 avril 2012.**

**Irane Belkhedim - Alger (Le Soir)** - «Je demande aux différents cadres et responsables de parler sans complaisance, de dire la vérité afin d'évaluer tout ce qui a été fait jusqu'à présent et prendre en charge les préoccupations du secteur», a déclaré hier El Hadi Khaldi, ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, en marge de la journée d'étude sur l'état de mise en œuvre des recommandations des premières assises de la formation et de l'enseignement professionnels, organisées à l'Institut de la formation et de l'enseignement professionnels de Birkhadem. Prenant la parole à son tour, le directeur du Conseil du partenariat a estimé que dans ces démarches de réformes qui touchent le secteur de la formation professionnelle, il s'agit également d'assainir l'environnement de l'entreprise et régler le marché de l'emploi. Installé en janvier 2011, le Conseil du partenariat est un organe consultatif qui regroupe des représentants de



El Hadi Khaldi.

différents départements ministériels, des chambres nationales notamment du commerce et de l'industrie, de l'agriculture, de l'artisanat et des métiers, de la pêche ainsi que de représentants d'agences de l'emploi. Parmi ses missions, consolider le système national de formation et d'enseignement professionnels et formuler des propositions sur l'ensemble des programmes mis en œuvre. Depuis quelques mois, une série de rencontres d'évaluation ont été programmées dans plusieurs régions, elles ont donné la parole aux acteurs concernés et ont permis l'élaboration d'une liste de recommandations. «Ces

recommandations permettront de concevoir la feuille de route des prochaines assises et de mettre en place un programme d'action. La commission chargée de la préparation de ces

assises sera installée en novembre prochain», a précisé le ministre. L'organisation et le fonctionnement pédagogiques, la formation continue, la formation par apprentissage, l'enseignement professionnel et l'articulation du système de formation professionnelle avec son environnement ont été les principales recommandations des premières assises nationales de la formation professionnelle tenues en 2007. Mme Chergou, directrice de la formation continue et des relations intersectorielles, a affirmé que toutes les recommandations, issues des premières assises, ont été concrétisées. Trois décisions attendent d'être appliquées puisqu'elles dépendent des autres secteurs, entre autres, la création de l'observatoire national de la formation professionnelle.

I. B.

## RASD

### Université d'été à Boumerdès

Comme pour l'année passée, les responsables politico-militaires du Front du Polisario et de la République arabe sahraouie démocratique, RASD, seront regroupés aujourd'hui à Boumerdès à l'ouverture de l'université d'été organisée par les autorités de ce pays. D'ores et déjà, plusieurs hauts dirigeants du Sahara occidental, ainsi que le Premier ministre du gouvernement sahraoui sont sur place à Boumerdès. Les observateurs s'attendent à des déclarations d'ordre politique dictées par l'accélération, ces derniers mois, des événements au Maghreb.

## COMMUNIQUÉ DU SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)

Comme redouté, l'Assemblée populaire nationale avalise le projet de loi modifiant et complétant le code pénal d'avril 2001. Notamment les articles 144 et 146 traitant des délits de presse.

Le Syndicat national des journalistes qui, dès le 15 avril 2011, avait mis en garde contre tout excès d'euphorie à la suite de l'annonce présidentielle, s'agissant de la dépénalisation, n'est nullement surpris par cette véritable arnaque politico-juridique : en l'état actuel du processus institutionnel pris par le décret présidentiel, non seulement la pénalisation des délits de presse y demeure, mais l'on s'achemine tout droit vers une étrangeté de plus, dans le très spécifique paysage médiatique algérien.

Le maintien des amendes à des niveaux aussi élevés équivaut, en effet, à une reconduction maquillée des peines d'emprisonnement, le journaliste ne pouvant rai-

sonnablement s'acquitter des sommes aussi lourdes. Ce n'est pas tout : tout dans les amendements en question est de nature à mettre définitivement fin au déjà très précaire métier de journaliste en Algérie. Rendre le seul journaliste, auteur d'un écrit incriminé, responsable pénalement relève de l'irresponsabilité et d'une désespérante méconnaissance des règles les plus élémentaires qui régissent le métier. Dans aucun pays au monde la hiérarchie de l'entreprise médiatique n'est absoute de toute responsabilité morale, juridique et professionnelle du produit publié ou diffusé. Dans la pratique, cela se traduira par le recours à tous les réflexes détestables : l'autocensure, les licenciements, et la passivité face au devoir sacré pour tout journaliste, celui d'informer. Ce sera également une prime à l'anarchie, aucun journaliste n'acceptant pour cause d'exécuter un travail jugé ris-

qué. Le Syndicat qui ne s'est jamais fait d'illusion quant aux intentions du pouvoir, génétiquement allergique à la liberté de la presse et d'expression, interpelle publiquement les membres du Conseil de la nation, dans l'espoir qu'ils sauvent l'honneur d'un Parlement définitivement décrédité, en bloquant cette loi de la honte.

Le Syndicat rappelle enfin sa position immuable consistant à réclamer l'extraction définitive, irréversible et sans artifices d'aucun ordre que ce soit, de tout ce qui a trait à la pratique journalistique, du code pénal. De même qu'un retour aux normes universellement convenues en matière de presse, de liberté de la presse et des lois et instances les régissant.

**P/le Syndicat national  
des journalistes, le secrétaire général  
Kamel Amarni**